

SA PRÉSENCE AU CONSEIL NATIONAL DU RND AGACE BENSALAH

Le retour de Ouyahia a déjà commencé ?

**Quel nouveau rôle pour Ahmed Ouyahia ? Deux années, presque jour pour jour, après avoir été contraint d'abandonner son poste de secrétaire général du Rassemblement national démocratique au tout début janvier 2013, Ouyahia refait surface, de manière ostentatoire. Au point de ravir la vedette à son successeur, Abdelkader Bensalah. Un Bensalah qui n'était pas du tout «enchanté» par cette présence et il le fera savoir à sa manière.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir) -** L'homme qui a été «pestiféré» entre début 2013 et début 2014, le temps d'une traversée du désert qui l'avait vu éjecté du gouvernement puis du RND, décide donc, ce week-end d'assister à la session du Conseil national du parti, qui a eu lieu jeudi et vendredi à la mutualité de l'UGTA à Zeralda.

Certes, l'actuel directeur de cabinet de la présidence avait fait une autre apparition mais peu médiatisée lorsqu'il assistait à l'installation du bureau de wilaya d'Alger. Celui qui n'avait plus remis les pieds au RND depuis début 2013, qui n'avait même pas pris part au congrès arrive tôt la matinée à Zeralda.

Une présence lourde qui éclipse-tout le reste. Ce retour, qui ne s'explique certainement pas par «ce désir de répondre au souhait des militants» n'est en fait qu'un signe qui augure «de grandes manœuvres», nous confie-t-on de bonne source.

«Si Ouyahia reparait de cette manière, c'est que certainement il a été autorisé à le faire» par Bouteflika bien sûr et que «quelque chose se prépare». Quoi au juste ? «Difficile de le dire pour le moment mais une chose est sûre, vous le reverrez souvent à l'avenir. Il occupera le terrain de manière plus visible».

L'ancien chef de gouvernement est cité régulièrement comme successeur de Abdelmalek Sellal mais



Ahmed Ouyahia lors de la session du Conseil national du RND.

pas à court terme. On peut envisager la même chose concernant le... RND ! Abdelkader Bensalah en sait certainement des choses, lui qui paraissait extrêmement agacé par la présence du directeur de cabinet de la présidence et qui n'était pas que protocolaire. Jeudi, il ne lui suffisait pas de prendre part à la cérémonie d'ouverture mais à toute la séance de

la matinée et ne quittera Zeralda que vers 14h00 ! Il refait la même chose, le lendemain vendredi, au deuxième jour des travaux.

D'habitude d'un tempérament mesuré, sobre et fort peu enclin à l'usage de discours offensifs, Abdelkader Bensalah surprend cette fois-ci par une intervention où, quasiment la moitié était destinée à déco-

cher des flèches assassines à l'endroit de son prédécesseur, c'est-à-dire Ouyahia !

Pour le président du Sénat, le RND a su «dépasser la période du doute après son quatrième congrès», ou alors que «le RND a connu, ces derniers mois, un dynamisme sans précédent dans l'histoire du parti» !

Difficile pour Ouyahia de ne pas se sentir visé lui qui a dirigé le même parti pendant 15 ans ! Ce jeudi 7 janvier, Bensalah aura «équitablement» mitraillé l'opposition et son prédécesseur ! Aussi, s'il était facile de décoder les messages destinés à l'opposition classique, au FLN, on n'a pas apprécié cette allusion à Amar Saâdani dans le discours de Bensalah : «Du RND, l'histoire ne retiendra jamais un jour où nous avons tourné le dos au peuple algérien ou ayant versé dans la provocation envers les institutions du pays...»

Qui d'autre, à part Saâdani, avait attaqué les services et leur chef ?

K. A.

CONFÉRENCE DE PRESSE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA SÛRETÉ NATIONALE

L'effectif de la police sera revu à la hausse

**Il y a un policier pour 350 habitants. Le nombre pourrait être revu à la hausse, «à la faveur de la finalisation de deux plans de développement». C'est le patron de la Sûreté nationale, M. Abdelghani Hamel, qui a fait état de cette information lors d'une conférence de presse au terme d'une réunion avec les responsables de la Sûreté nationale.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir) -** Selon le conférencier, le taux de couverture sécuritaire assuré par la Sûreté nationale dépasse les 75% à travers le pays. Mieux, il pourrait même atteindre «le taux de 100% à la faveur de la finalisation de deux plans de développement».

Le directeur général de la Sûreté nationale qui s'est exprimé à la presse au lendemain d'une «importante» rencontre avec les hauts responsables de la Sûreté nationale a indiqué qu'il y a «deux plans de développement pour la Sûreté nationale qui ne sont pas totalement finalisés» et visent à mettre en place, à travers tout le territoire national,



Abdelghani Hamel.

«des circonscriptions de Sûreté de wilaya, urbaines, et de daïras». Autrement dit, il ressort nettement des propos d'Abdelghani Hamel que l'opération de renforcement des effectifs de la Sûreté nationale sera maintenue, contrairement aux propos tenus dernièrement par le Premier ministre et selon lesquels il y a gel de toute opération de recrutement dans le secteur de la fonction publique». Evaluant le bilan de l'an-

née 2014, le directeur général de la Sûreté nationale a fait part de sa «satisfaction» quant aux résultats des actions menées par la police durant l'année 2014. «Je suis satisfait sur tous les plans des résultats de l'année 2014, notamment en ce qui concerne la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes», s'est-il réjoui. A ce titre, il n'a pas exclu l'éventualité de mettre en place des sites supplémentaires de sûretés urbaines dans des quartiers qui connaissent des extensions suite aux différents programmes de relogement.

C'est dans cette optique qu'il fera savoir, à propos de la violence dans les stades et les lieux publics, que la Sûreté nationale a mis en place «toutes les dispositions nécessaires pour lutter contre ce fléau» qu'il a qualifié de «pathologie gangrenant la société algérienne». «Nous avons commencé à retirer les agents de police des stades de football pour céder la place aux autorités du sport qui devraient assurer la sécurité à l'intérieur des enceintes sportives», a-t-il relevé. Qui assurera la sécurité dans les stades ? «C'est aux responsables du sport de trouver l'alternative», a répondu M. Hamel.

S'agissant de la sécurité routière, il a estimé qu'il s'agit d'une «équation très difficile à résoudre», soulignant que la police tente de mener des actions pour juguler ce phénomène. «Les statistiques sont alarmantes et la courbe est effectivement ascendante, malgré toutes les mesures prises et tous les moyens mis en œuvre», a-t-il déploré. Des campagnes qui méritent, d'après lui, d'être intensifiées.

Enfin, interrogé sur la situation qui prévaut à In Salah, dans la wilaya de Tamanrasset, suite à un mouvement de protestation contre l'exploitation du gaz de schiste, le directeur général de la Sûreté nationale a indiqué qu'«à titre préventif, des unités de maintien de l'ordre ont pris position au niveau de cette localité».

Il est à noter que la réunion qui a suivi la sortie médiatique du premier responsable de la Sûreté nationale a été marquée par l'évaluation et l'examen des rapports périodiques du fonctionnement des unités opérationnelles.

M. M.

A. B.

L'ASSOCIATION LES SOUMETTRA AU PREMIER MINISTRE

Le FCE mature diverses propositions de sortie de crise

**Le Forum des chefs d'entreprises (FCE) compte soumettre une série de propositions de sortie de crise d'ici la fin du mois au Premier ministre.**

Dans un communiqué, l'association patronale qui dirige dorénavant le président du groupe BTPH privé ETHRB, Ali Haddad, indique qu'une série de propositions dans plusieurs domaines économiques seront soumises durant la seconde quinzaine de janvier aux ministres concernés avant d'être présentées à Abdelmalek Sellal.

Des propositions que 27 commissions sectorielles ont été déjà chargées de formuler et dont les conclusions préliminaires ont été examinées jeudi dernier lors d'une réunion du Conseil exécutif du FCE.

Ces 27 commissions traitent les problématiques liées à la «relance de l'industrie, financement et relations avec les banques, Pme/PMI, sous traitance, foncier industriel, fiscalité, emploi et législation du travail, développement des exportations, services, énergie, industries électriques et électroniques, développement du secteur de la mécanique, industries du médicament, BTPH, transport, lait et céréales, économie du sport, logistique, technologies de l'information et de la communication, économie numérique, entrepreneuriat et formation, entrepreneuriat féminin, les jeunes entrepreneurs, éthique et bonne gouvernance, relations internationales, la communication interne, la diaspora, les relations avec les institutions».

Il s'agit en fait pour le FCE de se positionner dans ce contexte de fragilité des finances publiques, d'incertitude sur les capacités financières du pays, en présentant une stratégie à même de permettre essentiellement la rationalisation des importations, booster le développement de l'économie productive et de l'industrie locale, conforter l'attractivité de l'Algérie par rapport aux investissements directs étrangers et stimuler le rôle du secteur privé véritable.

A charge cependant qu'une telle stratégie, déjà escomptée lorsque le FCE était présidé par Ali Hamiani et quelque peu déclinée par Ali Haddad avant son investiture, puisse se concrétiser sur le terrain. Rappelons que le FCE avait formulé voilà plus de deux ans une série de 50 propositions socioéconomiques «pour une économie moins dépendante des hydrocarbures» et dont la philosophie ne devrait pas différer sensiblement de celles en cours de maturation.

Des propositions auxquelles l'écoute de l'exécutif, présidé par Ahmed Ouyahia et par la suite par Abdelmalek Sellal a été certes acquise mais cependant sans aucune application concrète. Ce qui implique donc que la gestion économique ne se cantonne pas à la rhétorique, au discours velléitaire que l'exécutif ne cesse de tenir mais se traduise par des actes concrets, par la levée de toutes les contraintes objectives et subjectives pesant sur l'acte d'investir et de produire et la suppression de toutes formes de contradictions et autres errements.

Ce qui signifie aussi que l'establishment patronal, au-delà de la volonté d'unification et de la démarche de mobilisation collective formulées par le nouveau président du FCE, soit réellement porteur d'un projet économique, davantage acteur que revendicatif et moins empêtré dans des considérations d'intérêts particuliers et de lobbies ou liés à des agendas extra-économiques.

Cherif Bennaceur